

## Déclaration liminaire CHSCT du 25 janvier 2018

Monsieur Le Président,

Notre CHSCT se tient au moment même où le Président MACRON vient de recevoir 140 patrons de grandes multinationales dont certaines sont des championnes de l'évasion fiscale et du non respect du droit du travail.

Alors que nos services continuent à subir des suppressions massives d'emplois, alors que les fermetures et restructurations se succèdent pour faire face à la pénurie d'agents, notre Président va vanter les mérites de notre pays où il est vrai, les plus riches contribuables et les très grandes entreprises n'ont plus rien à craindre du point de vue de la pression fiscale.

Une note de l'INSEE en date du 19 décembre précise bien que la majorité des français se verra ponctionnée de 9 milliards supplémentaire par le biais de la CSG pour les retraités, des augmentations diverses comme celle sur les carburants alors que de l'autre coté la suppression de l'ISF et le plafonnement des prélèvements sur le revenu du Capital vont rapporter 4,5 Milliards d'euros aux plus riches des français.

Quand à la traque à la fraude fiscale, elle se traite par des transactions dans des bureaux feutrés, les services de base n'ayant qu'à poursuivre le tout venant, le petit peuple des salariés, retraités, chômeurs, artisans, commerçants et petites entreprises.

Dans ce contexte, le CHSCT, pour la première fois, se réunit dès le mois de janvier.

C'est l'occasion, pour la CGT d'y présenter ses vœux, pour 2018 nous souhaitons :

- L'arrêt total des suppressions d'emplois aux Finances Publiques
- L'arrêt des fermetures et fusions de services
- L'arrêt de l'abandon ou de la privatisation des missions
- Le renforcement de l'accueil physique de proximité pour tous les usagers
- La hausse des salaires et des pensions de la Fonction Publique
- La hausse des moyens budgétaires de fonctionnement pour nos Directions

Si tout ou partie de ces vœux étaient réalisés, nous prenons le pari que les sujets abordés en CHSCT seraient moins nombreux puisque notre instance traite en permanence les conséquences des politiques néfastes menées depuis des années.

Pour finir nous rappelons notre attachement aux CHSCT dont on sait qu'ils sont dans le viseur des institutions représentatives du personnel à supprimer comme c'est le cas pour le secteur privé.